

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Pierre Gagnon, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de L'Épiphanie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 28 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de l'Épiphanie,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de l'Épiphanie (Ville), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville participe à une entente intermunicipale qui satisfait les critères d'un partenariat. À cette fin, cette entente doit être constatée dans les états financiers selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Au 31 décembre 2023, la consolidation proportionnelle du partenariat n'a pas été faite.

Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour ce qui concerne l'état des résultats, les actifs, les passifs, les excédents cumulés, l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) et le flux de trésorerie. Le prédécesseur a également exprimé une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2022 en raison des incidences de cette dérogation aux normes canadiennes pour le secteur public.

La Ville n'a pas mis en application, au 1er avril 2022, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Ces situations nous conduisent donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion avec réserve en date du 26 avril 2023 en raison d'une dérogation aux normes canadiennes pour le secteur public concernant la consolidation proportionnelle d'une entente intermunicipale.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Terrebonne, Québec, 28 mai 2024
Par CPA, auditeur, permis de comptabilité publique no. A110120

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	9 943 401	10 005 602	9 037 731
Compensations tenant lieu de taxes	2	81 011	85 150	85 371
Quotes-parts	3			
Transferts	4	519 282	2 990 667	2 865 463
Services rendus	5	750 213	719 208	479 800
Imposition de droits	6	833 600	736 208	1 045 595
Amendes et pénalités	7	66 000	84 691	71 020
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	100 000	150 044	111 159
Autres revenus	10	41 000	1 315 407	(10 427)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	12 334 507	16 086 977	13 685 712
Charges				
Administration générale	14	2 166 876	1 937 384	1 702 480
Sécurité publique	15	2 378 763	2 379 386	2 146 849
Transport	16	2 795 473	3 121 220	2 991 339
Hygiène du milieu	17	2 715 576	2 805 391	2 734 118
Santé et bien-être	18	105 000	70 431	118 788
Aménagement, urbanisme et développement	19	682 359	595 220	647 155
Loisirs et culture	20	2 363 065	2 224 597	2 040 885
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	385 721	380 374	240 800
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	13 592 833	13 514 003	12 622 414
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 258 326)	2 572 974	1 063 298
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		30 169 241	29 105 943
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		30 169 241	29 105 943
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		32 742 215	30 169 241

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	193 024	
Débiteurs (note 5)	2	6 643 811	6 110 800
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	117 300	96 022
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 954 135	6 206 822
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		1 191 588
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 556 347	1 596 408
Revenus reportés (note 11)	12	1 068 459	642 728
Dette à long terme (note 12)	13	15 411 326	12 180 411
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	18 036 132	15 611 135
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 081 997)	(9 404 313)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	41 039 427	36 795 758
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 329 610	2 329 610
Stocks de fournitures	20	89 666	69 965
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	365 509	378 221
	23	43 824 212	39 573 554
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	32 742 215	30 169 241
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	32 742 215	30 169 241
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	32 742 215	30 169 241
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 258 326)	2 572 974	1 063 298
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 945 638)	4 307 621)
Produit de cession	3		10 550	
Amortissement	4		2 682 294	2 554 533
(Gain) perte sur cession	5		9 124	31 286
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 243 670)	(1 721 802)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(19 701)	6 382
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		12 713	(235 741)
	13		(6 988)	(229 359)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 258 326)	(1 677 684)	(887 863)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(9 404 313)	(8 516 450)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(9 404 313)	(8 516 450)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(11 081 997)	(9 404 313)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 572 974	1 063 298
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 682 294	2 554 533
Autres			
▪ Variation placement portefeuille	3.1	5 506	28 835
▪ Gain/perte immo	3.2	9 124	
	4	5 269 898	3 646 666
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(533 011)	(2 198 330)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(40 061)	443 545
Revenus reportés	8	425 731	176 229
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(19 701)	6 382
Autres actifs non financiers	12	12 713	(235 741)
	13	5 115 569	1 838 751
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 945 638)	(4 307 621)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	10 550	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(6 935 088)	(4 307 621)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(26 784)	(47 147)
Remboursement ou cession	20		43 596
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(26 784)	(3 551)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 887 001	2 808 200
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 583 801)	(1 640 300)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(72 285)	14 416
Autres			
▪	28.1		
	29	3 230 915	1 182 316
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 384 612	(1 290 105)
Solde déjà établi	31	(1 191 588)	98 517
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	(1 191 588)	98 517
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	193 024	(1 191 588)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de L'Épiphanie est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
 Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux et Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

	<u>Durées</u>
Infrastructures:	15 à 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - Pour la dette à long terme en question :
 - au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - Pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant :
 - au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville, car la Ville a choisi de ne pas appliquer les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Mise en application des chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022.

Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la Ville portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective et n'ont eu aucune incidence sur les montants comptabilisés aux états financiers.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	193 024
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	193 024
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)( 1 191 588)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	193 024 (1 191 588)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 661 600

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	897 717	671 255
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 158 863	3 378 586
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	952 078	1 378 121
Organismes municipaux	13	308 636	314 689
Autres			
▪ Intérêts courus	14.1	58 676	229 379
▪ Facturations diverses	14.2	267 841	138 770
	15	6 643 811	6 110 800
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 560 420	904 531
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 560 420	904 531
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		578
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	2 071 190	2 171 545
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	10 000	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 414 750	961 881
Ministère de la Culture et des Communications	25	42 900	42 715
Autres ministères/organismes	26	620 023	202 445
	27	4 158 863	3 378 586

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	117 300	96 022
Autres placements	34		
	35	117 300	96 022
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note*Placement à titre d'investissement*

Les placements à titre d'investissement de la Ville sont constitués de la participation financière dans le fonds de garantie de franchise collective de l'UMQ au montant de 117 300 \$ (96 022 \$ au 31 décembre 2022), portant intérêt à taux variables au 31 décembre 2023 (taux variables au 31 décembre 2022).

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit, d'un montant autorisé de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et sans date de renouvellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	439 852	770 722
Salaires et avantages sociaux	42	225 757	218 707
Dépôts et retenues de garantie	43	421 293	390 738
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Dû à l'OMH	45.1	7 856	45 078
▪ Intérêts courus	45.2	125 329	62 294
▪ Organismes municipaux	45.3	336 260	108 869
	46	1 556 347	1 596 408

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	29 100	18 709
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	730 764	502 119
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	6 531	38 761
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Loisirs	60.1	26 345	30 881
▪ Loyer payé d'avance	60.2	273 461	
▪ Subvention	60.3	2 258	52 258
	61	1 068 459	642 728

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,10	2024	2061	62	15 513 424	12 203 624
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	0,70	0,70	2025	2025	67	13 600	20 200
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	15 527 024	12 223 824
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(115 698)	(43 413)
					72	15 411 326	12 180 411

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	767 900			767 900
2025	74	786 600			786 600
2026	75	766 300			766 300
2027	76	784 900			784 900
2028	77	805 624			805 624
2029 et plus	78	11 615 700			11 615 700
	79	15 527 024			15 527 024
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	15 527 024			15 527 024

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	183 051
Régimes de retraite des élus municipaux	89	147 566
	90	183 051
		147 566

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	9 463 104	10 761		9 473 865
Eaux usées	103	19 419 006	6 974		19 425 980
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	30 538 389	252 780		30 791 169
Autres					
▪ Parcs	105.1	6 192 445	834		6 193 279
▪ Barrage	105.2		1 103 262		1 103 262
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	7 427 973	3 494 199	129 939	10 792 233
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 329 396	244 147	43 876	1 529 667
Ameublement et équipement de bureau	110	458 386	26 887	5 719	479 554
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 584 043	146 485	31 149	2 699 379
Terrains	112	1 826 926	80 264	(129 939)	2 037 129
Autres	113				
	114	79 239 668	5 366 593	80 744	84 525 517
Immobilisations en cours	115	476 092	1 579 045		2 055 137
	116	79 715 760	6 945 638	80 744	86 580 654
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	6 022 382	222 313	3 943	6 240 752
Eaux usées	118	10 874 417	459 377		11 333 794
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	16 365 450	1 143 927	(3 943)	17 513 320
Autres					
▪ Parcs	120.1	3 862 575	251 923		4 114 498
▪ Barrage	120.2		13 791		13 791
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	3 372 816	226 683		3 599 499
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	654 418	105 718	43 876	716 260
Ameublement et équipement de bureau	125	215 245	52 787	5 146	262 886
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 552 699	205 775	12 047	1 746 427
Autres	127				
	128	42 920 002	2 682 294	61 069	45 541 227
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	36 795 758			41 039 427
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	2 329 610	2 329 610
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136	2 329 610	2 329 610
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	2 329 610	2 329 610

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	144.1	257 081	378 221
▪ Contrat services	144.2	80 689	
Autres			
▪ Autres	145.1	27 739	
	146	365 509	378 221

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par contrats jusqu'en 2028 pour divers contrats de services. Le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 8 664 135 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2024 : 3 329 840 \$

2025 : 1 317 522 \$

2026: 1 329 943 \$

2027: 1 358 545 \$

2028: 1 328 135 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Office municipal d'habitation de la Ville

L'office municipal d'habitation de la Ville de L'Épiphanie, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit. Des programmes de suppléments au loyer ont également été conclus pour d'autres ensembles administrés. Au 31 décembre 2023, la Ville a versé un montant de 107 640 \$ (118 788 \$ au 31 décembre 2022).

20. Droits contractuels

Programmes de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 4 325 510 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. La Ville doit également investir 2 497 000 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 1 869 527 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 554 340 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Contrats de location

La Municipalité a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2024 et 2028 et prévoient les revenus suivants :

2024 : 250 195 \$

2025 : 238 426 \$

2026 : 234 769 \$

2027 : 239 494 \$

2028 : 180 374 \$

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 260 124 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochaines années est de :

- 2024 - 25 212 \$
- 2025 - 24 036 \$
- 2026 - 24 828 \$
- 2027 - 23 589 \$
- 2028 - 35 034 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la MRC, des obligations de la MRC.

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir du gouvernement est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre est composée de comptes non en souffrance de 326 517 \$.

La Ville est d'avis qu'aucune provision pour créances douteuses n'est requise pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 431 018	–	–	–	1 431 018
Intérêts courus à payer	125 329	–	–	–	125 329
Dettes	767 900	1 552 900	1 590 524	11 615 700	15 527 024
	2 324 247	1 552 900	1 590 524	11 615 700	17 083 371

31 décembre 2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	767 089	–	–	–	767 089
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 534 116	–	–	–	1 534 116
Intérêts courus à payer	62 294	–	–	–	62 294
Dettes	737 300	1 324 900	1 269 400	8 832 224	12 163 824
	3 100 799	1 324 900	1 269 400	8 832 224	14 527 323

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Autres organismes périmunicipaux et supramunicipaux

Municipalité régionale de comté (MRC)

La Ville est membre de la MRC de l'Assomption, organisme régional composé d'une (1) municipalité et de quatre (4) villes. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes :

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Ville pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2023 s'élève à 1 712 738 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	9 943 401	10 005 602		10 005 602	9 037 731
Compensations tenant lieu de taxes	2	81 011	85 150		85 150	85 371
Quotes-parts	3					
Transferts	4	519 282	658 127		658 127	588 831
Services rendus	5	750 213	719 208		719 208	479 800
Imposition de droits	6	833 600	736 208		736 208	1 045 595
Amendes et pénalités	7	66 000	84 691		84 691	71 020
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	100 000	150 044		150 044	111 159
Autres revenus	10	41 000	876		876	(21 286)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	12 334 507	12 439 906		12 439 906	11 398 221
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		2 332 540		2 332 540	2 276 632
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		1 314 531		1 314 531	10 859
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		3 647 071		3 647 071	2 287 491
	22	12 334 507	16 086 977		16 086 977	13 685 712
Charges						
Administration générale	23	2 122 876	1 848 038	89 346	1 937 384	1 702 480
Sécurité publique	24	2 348 263	2 348 996	30 390	2 379 386	2 146 849
Transport	25	1 883 573	1 778 818	1 342 402	3 121 220	2 991 339
Hygiène du milieu	26	2 037 971	2 040 667	764 724	2 805 391	2 734 118
Santé et bien-être	27	105 000	70 431		70 431	118 788
Aménagement, urbanisme et développement	28	682 359	595 220		595 220	647 155
Loisirs et culture	29	1 983 454	1 769 165	455 432	2 224 597	2 040 885
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	385 721	380 374		380 374	240 800
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 043 616	2 682 294	(2 682 294)		
	34	13 592 833	13 514 003		13 514 003	12 622 414
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(1 258 326)	2 572 974		2 572 974	1 063 298

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 258 326)	2 572 974	1 063 298
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(3 647 071)	(2 287 491)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 258 326)	(1 074 097)	(1 224 193)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	2 043 616	2 682 294	2 554 533
Produit de cession	5		10 550	
(Gain) perte sur cession	6		9 124	31 286
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 043 616	2 701 968	2 585 819
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			43 596
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		5 506	(2 452)
	15		5 506	41 144
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		49 995	15 328
Remboursement de la dette à long terme	17 (	729 790)	(809 779)	(723 281)
	18	(729 790)	(759 784)	(707 953)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	27 730)	(133 843)	(260 076)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	103 044	198 129	168 787
Excédent de fonctionnement affecté	21		4 100	191 813
Réserves financières et fonds réservés	22	(130 814)	(68 453)	(20 903)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(55 500)	(67)	79 621
	26	1 258 326	1 947 623	1 998 631
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		873 526	774 438

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	3 647 071	2 287 491
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	3 515 574)(	250 180)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	431 500)(	2 081 125)
Hygiène du milieu	5 (	2 766 485)(	1 845 790)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	101 819)()
Loisirs et culture	8 (	130 260)(	130 526)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	6 945 638)(	4 307 621)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	26 783)(	47 147)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 516 600	1 942 800
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	133 843	260 076
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	108 598	21 260
Excédent de fonctionnement affecté	17	)	83 731
Réserves financières et fonds réservés	18	151 772	292 431
	19	394 213	657 498
	20	(3 061 608)	(1 754 470)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	585 463	533 021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 943 690	2 787 706	2 639 671
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	619 864	579 658	545 980
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6	265 548	265 544	255 331
Autres services	7			
Autres biens et services	8	5 245 741	4 681 871	4 376 834
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	340 723	304 490	199 765
D'autres organismes municipaux	10	182	182	228
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	24 816	24 816	18 122
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	20 000	50 886	22 685
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	2 088 653	2 136 556	1 867 604
Transferts	15			118 788
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			17 050
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	2 043 616	2 682 294	2 554 532
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			5 824
	22	13 592 833	13 514 003	12 622 414

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 753 136	2 190 260
Excédent de fonctionnement affecté	2	241 851	471 797
Réserves financières et fonds réservés	3	1 398 258	1 284 327
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	149 528)(	103 492)
Financement des investissements en cours	5	(1 105 440)	(1 663 908)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	29 603 938	27 990 257
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	32 742 215	30 169 241
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 753 136	2 190 260
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 753 136	2 190 260
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fosse septique Place Desjardins	12.1	27 926	471 797
▪ Aide alimentaire	12.2	39 000	
▪ Rénovation église	12.3	174 925	
	13	241 851	471 797
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	241 851	471 797

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Environnement	17.1	161 621
▪ Sécurité publique	17.2	69 424
▪ Eau potable	17.3	96 040
▪ Eaux usées	17.4	108 984
	18	436 069
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	694 923
Organismes contrôlés et partenariats	22	698 016
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	177 266
Organismes contrôlés et partenariats	26	209 785
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	90 000
Autres		
▪	30.1	
	31	962 189
	32	1 398 258
		907 801
		1 284 327

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 (	149 528)(
▪	57 (	149 528)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	149 528)(
		103 492)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 728 882	456 365
Investissements à financer	66 (1 834 322)(	2 120 273)
	67 (1 105 440)	(1 663 908)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 41 039 427	36 795 758
Propriétés destinées à la revente	69 2 329 610	2 329 610
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71 117 300	96 022
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 43 486 337	39 221 390
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 43 486 337	39 221 390
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (15 411 326)(	12 180 411)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (115 698)(	43 413)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 1 560 420	904 531
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 84 205	88 160
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (13 882 399)(	11 231 133)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (13 882 399)(	11 231 133)
	84 29 603 938	27 990 257

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
Nouvelle convention a été signée en 2022 pour les syndiqués:			
Employés: 9%			
Employeurs: 9%			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	183 051	147 566
Autres régimes	115		
	116	183 051	147 566

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 063 235	7 092 966	6 416 574
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	841 086	852 541	692 892
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 904 321	7 945 507	7 109 466
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	832 635	863 040	704 405
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	249 708	254 971	241 574
Matières résiduelles	15	624 960	632 229	628 262
Autres				
▪ Eclairage	16.1	43 696	43 483	50 621
▪ Fosses septiques	16.2	7 120	6 907	
Centres d'urgence 9-1-1	17	35 000	44 387	41 845
Service de la dette	18	245 961	215 078	261 558
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 039 080	2 060 095	1 928 265
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 039 080	2 060 095	1 928 265
	27	9 943 401	10 005 602	9 037 731

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	77 711	81 518
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	77 711	82 115
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	3 300	3 632
Taxes d'affaires	38		3 256
	39	3 300	3 256
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	81 011	85 150
			85 371

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	50 000	50 000	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50	6 000		24 478
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	32 598	33 271	14 966
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		22 662	
Réseau de distribution de l'eau potable	63			8 948
Traitement des eaux usées	64	8 034	8 033	8 793
Réseaux d'égout	65	27 296	45 517	32 981
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	92 000	119 813	117 449
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68	130 000	143 659	132 842
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			5 000
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	10 000	23 750	21 184
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	21 500	22 743	21 714
Autres	83			13 359
Réseau d'électricité	84			
	85	377 428	469 448	401 714

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	(36 717)	457 351
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93	500 000	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102	196 925	436 627
Traitement des eaux usées	103	1 672 332	
Réseaux d'égout	104		1 382 654
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	2 332 540	2 276 632

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	141 854	141 853	113 236
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134		46 826	73 881
	135	141 854	188 679	187 117
TOTAL DES TRANSFERTS	136	519 282	2 990 667	2 865 463

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	2 000	2 000	2 000
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	2 000	2 000	2 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	2 000	2 000
		2 000	2 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180	10 500	10 560	9 233
Autres	181	285 098	219 474	66 239
	182	295 598	230 034	75 472
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	19 038	28 046	20 031
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	19 038	28 046	20 031
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197		772	1 025
Réseau de distribution de l'eau potable	198	28 750	56 484	55 900
Traitement des eaux usées	199	12 650	17 928	18 533
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205	1 572	1 707	976
Autres	206			
	207	42 972	76 891	76 434

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	388 680	379 811	303 492
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	1 925	2 426	2 371
Autres	219			
	220	390 605	382 237	305 863
Réseau d'électricité	221			
	222	748 213	717 208	477 800
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	750 213	719 208	479 800

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	28 600	27 557	36 517
Droits de mutation immobilière	225	610 000	581 033	807 287
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227	195 000	127 618	201 791
	228	833 600	736 208	1 045 595
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	66 000	84 691	71 020
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	100 000	150 044	111 159
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		(9 124)	(31 286)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	41 000	1 324 531	20 859
	242	41 000	1 315 407	(10 427)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	268 106	263 307		263 307	258 980
Greffe et application de la loi	2	318 772	287 745		287 745	263 402
Gestion financière et administrative	3	1 093 037	1 046 715		1 046 715	1 001 853
Évaluation	4	183 555	169 448		169 448	68 587
Gestion du personnel	5	9 000	25 021		25 021	19 377
Autres						
▪	6.1	250 406	55 802	89 346	145 148	90 281
	7	2 122 876	1 848 038	89 346	1 937 384	1 702 480
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 111 929	1 121 316		1 121 316	1 058 207
Sécurité incendie	9	1 142 334	1 150 895	30 390	1 181 285	1 016 369
Sécurité civile	10	94 000	76 785		76 785	72 273
Autres	11					
	12	2 348 263	2 348 996	30 390	2 379 386	2 146 849
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	859 485	754 292	1 342 402	2 096 694	2 030 097
Enlèvement de la neige	14	641 414	596 414		596 414	569 197
Éclairage des rues	15	41 126	56 421		56 421	50 354
Circulation et stationnement	16	76 000	106 147		106 147	86 360
Transport collectif						
Transport en commun	17	265 548	265 544		265 544	255 331
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	1 883 573	1 778 818	1 342 402	3 121 220	2 991 339

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	667 623	646 368	110 519	756 887	733 303
Réseau de distribution de l'eau potable	23	163 173	187 980	173 884	361 864	325 143
Traitement des eaux usées	24	134 868	128 935	54 885	183 820	227 506
Réseaux d'égout	25	140 107	149 711	406 694	556 405	528 256
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	337 668	331 228		331 228	300 935
Élimination	27					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	219 388	276 056	18 742	294 798	231 677
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30	194 160	193 937		193 937	184 644
Traitement	31					
Matériaux secs						
Autres	32	67 384	67 384		67 384	59 613
Autres	33	5 000	4 805		4 805	5 447
Plan de gestion						
Autres	34					
Autres	35					
Cours d'eau	36	75 000	8 620		8 620	60 733
Protection de l'environnement						
Autres	37					
Autres	38	33 600	45 643		45 643	76 861
	39	2 037 971	2 040 667	764 724	2 805 391	2 734 118
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	105 000	70 431		70 431	118 788
Sécurité du revenu	41					
Autres	42					
	43	105 000	70 431		70 431	118 788

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	682 359	595 220		595 220	647 155
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47					
Tourisme	48					
Autres	49					
Autres	50					
	51	682 359	595 220		595 220	647 155
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	593 934	560 745	243 415	804 160	764 848
Patinoires intérieures et extérieures	53	174 183	180 898	93 680	274 578	245 900
Piscines, plages et ports de plaisance	54					
Parcs et terrains de jeux	55	575 733	524 964		524 964	507 458
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	181 500	152 044		152 044	93 010
Autres	58					
	59	1 525 350	1 418 651	337 095	1 755 746	1 611 216
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	38 400	18 238		18 238	18 228
Bibliothèques	61	241 600	233 739	24 899	258 638	243 003
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63	178 104	98 537	93 438	191 975	168 438
Autres	64					
	65	458 104	350 514	118 337	468 851	429 669
	66	1 983 454	1 769 165	455 432	2 224 597	2 040 885

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	365 721	329 488		329 488	218 115
	Autres frais	69					
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70					
	Autres	71	20 000	50 886		50 886	22 685
		72	385 721	380 374		380 374	240 800
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	2 043 616	2 682 294 (	2 682 294)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		433 036
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 541 944	1 399 158
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	429 025	1 806 988
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	13 491	13 858
Parcs et terrains de jeux	10	112 999	
Autres infrastructures	11	975 473	96 804
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 641 395	
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 863 239	83 911
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	244 147	78 804
Ameublement et équipement de bureau	18	26 887	5 354
Machinerie, outillage et équipement divers	19	16 774	139 528
Terrains	20	80 264	250 180
Autres	21		
	22	6 945 638	4 307 621

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		433 036
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 541 944	1 399 158
Autres infrastructures	5	1 530 988	1 917 650
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	3 872 706	557 777
	12	6 945 638	4 307 621

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 899 277	1 621 360	1 102 137	6 418 500
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 420 016	3 287 936	1 159 848	7 548 104
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 319 293	4 909 296	2 261 985	13 966 604
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	904 531	977 705	321 816	1 560 420
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	904 531	977 705	321 816	1 560 420
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	904 531	977 705	321 816	1 560 420
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	904 531	977 705	321 816	1 560 420
	19	12 223 824	5 887 001	2 583 801	15 527 024
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	12 223 824	5 887 001	2 583 801	15 527 024

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	15 527 024
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 834 322
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 560 420
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	15 800 926
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	15 800 926
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	15 800 926
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	15 800 926
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	59 842	59 825	55 236
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	1 141 234	1 138 860	984 519
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	808 100	858 394	752 312
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	76 571	76 571	72 449
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 906	2 906	3 088
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	2 088 653	2 136 556	1 867 604

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 945 638	4 307 621
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 945 638	4 307 621

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,00	36,00	33 696,00	925 419	218 703	1 144 122
Professionnels	2						
Cols blancs	3	38,00	35,00	69 160,00	641 144	124 376	765 520
Cols bleus	4	30,00	40,00	62 400,00	995 457	219 644	1 215 101
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	86,00		165 256,00	2 562 020	562 723	3 124 743
Élus	9	7,00			225 686	16 935	242 621
	10	93,00			2 787 706	579 658	3 367 364

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	22 662				22 662
Réseau de distribution de l'eau potable	3		196 925			196 925
Traitement des eaux usées	4	8 033	377 248	1 295 084		1 680 365
Réseaux d'égout	5	45 517				45 517
Autres	6	581 915	463 283			1 045 198
	7	658 127	1 037 456	1 295 084		2 990 667

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	140 881	29 879
	4	140 881	29 879
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	182	228
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	182	228
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	132 799	105 547
Enlèvement de la neige	11	5 267	
Autres	12	260	305
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	138 326	105 852
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	16 577	7 528
Réseau de distribution de l'eau potable	17		7 850
Traitement des eaux usées	18		15 996
Réseaux d'égout	19	29 880	26 674
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	5 024	
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	51 481	58 048
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	29 919	30 408
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	29 919	30 408
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	13 603	16 385
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	5 982	
	39	19 585	16 385
Réseau d'électricité			
	40		
	41	380 374	240 800

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Amireault, Stéphane	1.1	Conseiller	17 444	8 517	
Bouchard, Dona	1.2	Conseiller	17 444	8 517	
Leblanc, Manon	1.3	Conseiller	17 444	8 517	
Martineau, Michel	1.4	Conseiller	17 444	8 517	
Ouellet, Michel	1.5	Conseiller	17 444	8 517	
Plante, Steve	1.6	Maire	51 477	18 207	
Robichaud, Vicky	1.7	Conseiller	17 444	8 517	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 1 250 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ 228 644 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ 80 992 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

Systèmes de drainage

51 _____ \$

Abords de routes

52 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 21-02-2024
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2024-02-21
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 1
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 6
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 2
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 1 791
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

- | | | | |
|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».</p> | | | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 4 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 6 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 9 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-28

Nom du signataire : Marie-Pierre Gagnon

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2024-05-29

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-29 06:51

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	12 334 507	12 439 906	11 398 221
Investissement	2		3 647 071	2 287 491
	3	12 334 507	16 086 977	13 685 712
Charges				
	4	13 592 833	13 514 003	12 622 414
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(1 258 326)	2 572 974	1 063 298
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(3 647 071)	(2 287 491)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(1 258 326)	(1 074 097)	(1 224 193)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 043 616	2 682 294	2 554 533
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		49 995	15 328
Remboursement de la dette à long terme	10 (	729 790)	(809 779)	(723 281)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	27 730)	(133 843)	(260 076)
Excédent (déficit) accumulé	12	(27 770)	133 776	339 697
Autres éléments de conciliation	13		25 180	72 430
	14	1 258 326	1 947 623	1 998 631
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		873 526	774 438

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	193 024	
Débiteurs	2	6 643 811	6 110 800
Placements de portefeuille	3	117 300	96 022
Autres	4		
	5	6 954 135	6 206 822
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		1 191 588
Dette à long terme	7	15 411 326	12 180 411
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	2 624 806	2 239 136
	10	18 036 132	15 611 135
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(11 081 997)	(9 404 313)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	41 039 427	36 795 758
Autres	13	2 784 785	2 777 796
	14	43 824 212	39 573 554
Excédent (déficit) accumulé	15	32 742 215	30 169 241

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 753 136	2 190 260
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Fosse septique Place Desjardins	2.1	27 926	471 797
▪ Aide alimentaire	2.2	39 000	
▪ Rénovation église	2.3	174 925	
	3	241 851	471 797
Réserves financières			
▪ Environnement	4.1	161 621	376 526
▪ Sécurité publique	4.2	69 424	
▪ Eau potable	4.3	96 040	
▪ Eaux usées	4.4	108 984	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	694 923	698 016
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	177 266	209 785
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	90 000	
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(149 528)	(103 492)
Financement des investissements en cours	12	(1 105 440)	(1 663 908)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	29 603 938	27 990 257
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	32 742 215	30 169 241

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	15 800 926
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	15 800 926

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	7 548 104	5 420 016
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 418 500	5 899 277
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 560 420	904 531
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	15 527 024	12 223 824

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	9 943 401	10 005 602	9 037 731
Compensations tenant lieu de taxes	13	81 011	85 150	85 371
Quotes-parts	14			
Transferts	15	519 282	658 127	588 831
Services rendus	16	750 213	719 208	479 800
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	899 600	820 899	1 116 615
Autres	18	141 000	150 920	89 873
	19	12 334 507	12 439 906	11 398 221
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		2 332 540	2 276 632
Autres	23		1 314 531	10 859
	24		3 647 071	2 287 491
	25	12 334 507	16 086 977	13 685 712

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023	Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	2 122 876	1 848 038	89 346	1 937 384	1 702 480
Sécurité publique						
Police	2	1 111 929	1 121 316		1 121 316	1 058 207
Sécurité incendie	3	1 142 334	1 150 895	30 390	1 181 285	1 016 369
Autres	4	94 000	76 785		76 785	72 273
Transport						
Réseau routier	5	1 618 025	1 513 274	1 342 402	2 855 676	2 736 008
Transport collectif	6	265 548	265 544		265 544	255 331
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 105 771	1 112 994	745 982	1 858 976	1 814 208
Matières résiduelles	9	823 600	873 410	18 742	892 152	782 316
Autres	10	108 600	54 263		54 263	137 594
Santé et bien-être	11	105 000	70 431		70 431	118 788
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	682 359	595 220		595 220	647 155
Promotion et développement économique	13					
Autres	14					
Loisirs et culture	15	1 983 454	1 769 165	455 432	2 224 597	2 040 885
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	385 721	380 374		380 374	240 800
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	11 549 217	10 831 709	2 682 294	13 514 003	12 622 414
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 043 616	2 682 294 (	2 682 294)		
	21	13 592 833	13 514 003		13 514 003	12 622 414

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 647 071	2 287 491
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 945 638)(	4 307 621)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	26 783)(	47 147)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 516 600	1 942 800
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	133 843	260 076
Excédent accumulé	6	260 370	397 422
	7	(3 061 608)	(1 754 470)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	585 463	533 021

Extrait du rapport financier, page S14